

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF DES ÉCOLES DE MARSEILLE

LA LUTTE DES INÉGALITÉS

Depuis des années, la contestation et les revendications portées par la population se heurtent à un État policier autoritaire qui ignore sciemment les origines de ces manifestations et poursuit le démantèlement des services publics seuls garants de l'égalité républicaine en assurant des conditions de vie dignes pour toutes et tous.

Notre ville doit entendre ces manifestations de colère des habitantes et habitants pour leur apporter une réponse qui ne saurait se résumer à une augmentation des effectifs policiers et une extension de la vidéosurveillance .

Il n'y a plus un jour à perdre.

L'éducation est un des piliers du programme du Printemps Marseillais, nous demandons à ce que ces engagements soient tenus.

Nous militons pour une école digne, de qualité, gratuite, pour toutes et tous.

Les centaines de millions d'euros promis par Marseille en Grand ne pourront avoir des effets pérennes qu'à la condition que :

- i) les femmes et les hommes au contact des enfants et des familles soient reconnus : professeurs des écoles, AESH, psychologues scolaires, infirmières, personnel municipal, animateurs du périscolaire, animateurs des centres aérés, travailleurs sociaux, ...
- ii) les services (restauration scolaire, activités sportives et culturelles, animations périscolaires et extrascolaires, entretien du bâti scolaire, transports scolaires) soient améliorés et organisés en concertation avec tous les acteurs de la communauté éducative (sectorisation, caisse des écoles, rues aux écoles, rénovation et construction du bâti scolaire).

Nous demandons que le vrai plan pour Marseille soit mis en œuvre par la Ville, en toute transparence, avec des engagements et un échéancier.

Les besoins sont réels, quantifiables, et immédiats.

Le budget d'austérité et la vision comptable imposés depuis le début du mandat municipal ne sont certainement pas la réponse à apporter aux

habitantes et habitants de Marseille pour réduire les inégalités sur l'ensemble de la Ville.

Cela fait deux ans que la ville n'emprunte plus parce que ce qu'elle économise sur son budget de fonctionnement suffit à couvrir ses besoins d'investissements.

Alors même que des quartiers souffrent.

Ça suffit !

Le Printemps Marseillais est à mi-mandat, il ne reste que 3 ans pour rendre Marseille "plus juste, plus verte et plus démocratique".

Nous demandons à ce que le budget de l'éducation destiné aux écoles publiques augmente dès aujourd'hui :

Que le budget des fournitures scolaires soit doublé pour que les familles ne soient plus mises à contribution et que l'école soit gratuite pour tous,

Que le budget de la caisse des écoles soit doublé pour que les élèves partent tous au moins une fois dans leur scolarité en séjour sans contribution de la part des familles,

Que les murs de l'école définissent un lieu d'apaisement, de rencontres et lieu de vie du quartier, non pas un produit d'investissement pour des majors du BTP.

Que le temps de restauration scolaire soit un moment d'apprentissage, de goût, de paroles et d'écoute, accessible à tous.

Que les salaires du personnel municipal soient revalorisés immédiatement et qu'un réel plan d'embauches sur emplois stables soit mise en oeuvre.

Que la Ville construise une filière d'animation municipale afin que la pause méridienne soit un temps d'accueil collectif de Mineurs et non un temps de surveillance avec un adulte pour 60 enfants.

Que l'animation soit au cœur du projet des écoles publiques de notre ville. Avant de "recoudre notre ville", il faut la ranimer, la ré-animer. Le service d'animation et les associations sont à bout de souffle. Nos enfants ont besoin d'être encadrés par des animateurs formés et payés à la hauteur des enjeux, sur tous les temps de l'enfant.

Que les projets d'investissement répondent aux besoins des habitantes et habitants. Le Printemps Marseillais promettait la "ville du quart d'heure", faisant de Marseille une ville de proximité. En cohérence avec cet engagement, nous demandons que les écoles qui vont être construites ou rénovées pallient le manque d'équipements publics (piscines, bibliothèques, centres sociaux, annexes des mairies, centre de soins, IME, ...) en les intégrant dans les projets.

Malheureusement, nous sommes inquiets car certaines décisions récentes vont à l'encontre des engagements pris par le Printemps Marseillais lors des municipales. Un exemple : le conseil municipal de la Ville se prépare à voter vendredi prochain la construction et l'exploitation par le privé de deux giga centres aquatiques à Marseille pour plus de 80 M€, alors même qu'une simple piscine coûte moins de 5 M€. Une ville de gauche se doit de construire des piscines publiques pour toutes et tous, et non pas des centres aquatiques avec jacuzzi, sauna pour quelques-uns vus comme des produits d'investissements. Les habitantes et habitants demandent des piscines, nous nous retrouvons avec 2 centres aquatiques à 80M€ : aberration financière, écologique et qui sent l'affairisme...

Nous demandons également dès aujourd'hui communication des documents administratifs que nous réclamons depuis des années et pour lesquels la Commission d'accès aux Documents Administratifs a rendu un avis favorable, une ville de gauche se doit de respecter les droits des citoyens.

Il faut vite remettre les services publics au cœur de l'action politique.

La ville doit mener une bataille idéologique et ne pas succomber aux injonctions de l'Etat qui poursuit une politique hydroponique mortifère pour les services publics et biens communs tout en favorisant les intérêts privés.

Lundi 3 juillet, le CeM, Collectif des écoles de Marseille